



Notre site
local sur
Ulysse 11
dans « vie
pratique »

COMPTE RENDU Comité Technique Local (CTL) du 15/11/2018.

Le Comité commence par les lectures des liminaires FO et CGT, auxquelles M. QUINTIN répond qu'il y a bientôt une réunion avec le ministre avec tous les directeurs, qu'il « n'a que les moyens d'essayer d'appliquer la politique décidée à un autre niveau » et qu'il « n'a pas ressenti de régression dans l'exercice de nos missions » ... « j'ai signé pour être fonctionnaire et le fonctionnaire doit obéir ... », « Les directeurs s'expriment à la DG », « il faut être lucide », « on est bien obligé de réorganiser » ...

La CGT rappelle que la direction n'a pas le monopole des « réorganisations », qu'il est normal de se réorganiser mais que, si les agents pouvaient décider de tout, les « réorganisations » ne seraient pas de même nature et beaucoup plus efficaces ! Le préalable à toute réorganisation est de faire un état des lieux service par service, mission par mission et non d'appliquer un dogme idéologique de suppressions de postes et de services.

FO regrette l'ancienne « visibilité sur 4 ans » concernant les fermetures de trésoreries : « c'était bien ». A la CGT, nous ne partageons pas cet avis : rien ne justifie les fermetures, surtout pas les chiffres (population qui augmente, besoin de proximité, fragilités économiques, fracture numérique, prises en comptes écologiques, emploi, vie des collègues ...). Le seul point positif d'une pluri-annualité serait que les collègues seraient au courant plus tôt des fermetures envisagées et que nous puissions mener la lutte plus tôt contre ces fermetures !!

Concernant les congés de fin d'année : après de multiples précisions et retours sur la question, la Direction explique qu'il est fait appel « à la bonne volonté des personnels » ...

Au CDC : présence maximum souhaitée par la DG ; seuls deux agents auront donc leurs congés maintenus sur les onze qui les avaient posés sur le planning validé.

De plus, une réserve « d'agents téléphones » serait constituée dans les directions de catégorie 1 et 2 (soit une quarantaine de DDFIP d'après M. Quintin) en dotant ces agents de licences téléphoniques ; 200 postes de travail seraient ainsi constitués !

En SIP et SPFE : présence significative : M. QUINTIN demande à ce que l'accueil physique et téléphonique soit assuré comme s'il ne l'était pas déjà avec les moyens à disposition.

La direction va également recruter et former dans l'urgence (!) 5 vacataires sur 5 postes vacants du CDC.

Sur le SPFE : un seul SPFE dans l'Aude à l'horizon 2021, M. QUINTIN estime qu'on « peut se satisfaire de ce calendrier » dans un premier temps !

Concernant les locaux, la sécurisation de la Cité adm. est toujours prévue ; à Castelnaudary après passage d'un expert et réunion avec un représentant du propriétaire, des travaux devraient être entrepris sous la garantie dommage-ouvrage mais en attendant pas de réponse concernant les conditions de travail des personnels. Un menuisier aurait augmenté légèrement l'angle d'ouverture des fenêtres.

Interrogé sur l'espérance de vie de la trésorerie de Castel dont le poste passe en C3 au 01/01/2019 (à cause de suppressions de postes décidées par M. Quintin), M. QUINTIN répond : « elle n'est pas courte »...La chef de service aura 3 ans pour se reclasser.

Concernant les parkings autour de la cité, il fera à nouveau valoir, comme il s'y était engagé sur demande de la CGT, les besoins des agents et usagers auprès du préfet et du maire dès la prochaine réunion ... toujours en suspens.

Point 1 : ASR

La direction nous propose des documents unilatéraux, c'est-à-dire qui ne vont que dans un sens, sans dialectique alors que toute chose a des aspects contradictoires, triste démonstration d'une faillite intellectuelle et du bon sens.

En 2016 pour la 1ère tentative de fermeture de Ginestas, nous avons même plus de chiffre comme l'équivalent temps plein de l'accueil (alors évalué à 0,9 etp). D'ailleurs population qui a augmenté de 5 % en 2 ans sur Ginestas (plusieurs lotissements sont aussi en construction (4)) et beaucoup plus sur les 11 communes de la compétence de la trésorerie. Chiffre oublié par la direction : + 12,8 % d'augmentation d'articles IR, TH, TF et le meilleur taux de recouvrement de l'Aude.

L'absence de réflexion et de préparation du projet de fermeture est flagrant : aucune information sur le nombre de personnes reçues par jour à Ginestas (!), aucune évaluation de l'impact sur l'application Hélios, aucune évaluation de l'impact environnemental et accidentogène des déplacements routiers jusqu'à Narbonne (**3 accidents sur la route en direction de Narbonne sur la semaine précédent la visite de M. Quintin à Ginestas !**), aucune évaluation de l'impact de l'arrivée des agents dans les locaux de Narbonne ...

M. QUINTIN croit aux MSAP, malgré les preuves et expériences de leur échec : « c'est l'avenir ! ». Les maires y seraient désormais favorables (à vérifier !) mais le financement n'est pas décidé ...

La direction nous a présenté en détail les charges, détachements et affectations des personnels, transferts, travaux etc. Des trésoreries ferment mais des permanences vont être assurées dans ces communes, parfois même dans les anciens locaux ; et on nous reproche de ne pas en parler et de ne pas nous en réjouir !!! **Nous avons donné RDV à M. Quintin dans 5 ou 10 ans pour voir ce que seront devenues ces « permanences » et MSAP !**

Sur Narbonne Agglo il n'y aura pas de problème d'emploi d'après la direction, un B est en surnombre par rapport au Tagerfip, même si un B ne suit pas la mission depuis Ginestas (en allant sur un poste vacant de la RAN), les effectifs seraient suffisants ... à vérifier avec les collègues.

Le comptable de Sigean perd son emploi (Sigean ferme au 01/01/2019 sur proposition de notre directeur comme toujours et entérinée par le Ministre), il ira au CFP de Narbonne, la direction ne sait toujours pas sur quelles fonctions ; la direction ne sait toujours pas si l'emploi sera supprimé.

La CGT demande si le directeur trouve toujours que Leucate est une trésorerie « fragile », le directeur répond que si la cible est une trésorerie par EPCI, que le DG et le ministre le demande dans leur futur plan, Leucate sautera...

Le transfert de l'IR de Durban et Ginestas sur Narbonne provoque une augmentation de 10 % de la charge par agent au **SIP de Narbonne**, mais cela n'inquiète pas la direction qui trouve que c'est peu.

Concernant le transfert des amendes au SIP de Carcassonne, nous sommes précurseurs (3ème SIP en France, ce qui semble enchanter le directeur) ; on apprend que tout (impôts + amendes) sera prochainement intégré dans un seul espace numérique usager ; mais on nous assure que tout sera bien délimité, deux caisses, deux files et chacun garde ses missions ! Les travaux devaient être finis la semaine d'après ce CTL (soit au moment où nous écrivons ces lignes). Ils ont coûté à ce jour 12 000 €. On nous explique que le transfert a été très compliqué techniquement et a nécessité un audit pour implanter le TPE (terminal de paiement électronique).

La CGT demande donc si « ça vaut bien le coup » de faire un tel transfert (coût humain et financier). La direction dit que oui et qu'elle fera un petit encart dans la presse.

D'autre part, on apprend que 21 dalles d'un couloir de la cité adm. se décollent à cause d'infiltration juste à proximité des futurs services des amendes et qu'il y a risque d'exposition à l'amiante... Les personnels des services se voient interdire l'accès à la zone, alors que dans le même temps les agents techniques sont envoyés sur la zone pour déplacer des documents. Y avait-il urgence ? La direction répond qu'il « n'y a pas mort d'homme » ! « Ce n'est pas Tchernobyl ».

VOTE CONTRE A L'UNANIMITE, le CTL est reconvoqué le 23/11/2018 sans modification de la moindre position de la part de la Direction et au 22 novembre aucun nouveau document n'a également été reçu par nos élus pour le CTL du lendemain. La CGT a à nouveau rendu 60 pétitions contre fermeture de Sigean et Ginestas.

Point 2 : LES PONTS NATURELS 31 mai et 16 août 2019

Comme chaque année, erreurs dans les remontées faites par les chefs de services : nombre, expressions des agents erronées voire supprimées.

A la demande de rédaction d'un mail aux chefs de service sur ce point, la réponse n'est pas claire !

Par contre le directeur est clair : il ne proposera jamais que les agents puissent avoir le droit de venir travailler

ces jours là : « JAMAIS » a-t-il dit, il n'y plus qu'à attendre un nouveau directeur puisque cela se fait bien dans d'autres départements ... et même notre ancien directeur l'a autorisé une fois ...

VOTE POUR de FO / CONTRE de Solidaires et CGT

A noter que nous nous abstenons en général sur ce sujet mais compte tenu de la mauvaise volonté catégorique du directeur, nous avons tenu à voter cette fois-ci « contre ».

Point 3 : REORGANISATION SIE CARCASSONNE

M Pages est venu expliquer la situation et les choix effectués. Ce sujet était juste pour information sans avis des OS.

Sur la question problématique du déséquilibre flagrant entre les deux nouveaux secteurs (7509 dossiers pour 6 agents contre 16655 pour 8), nous n'obtenons pas de réelle réponse. Les dossiers ruraux se traiteraient plus rapidement (à démontrer vu l'absence de comptable etc) mais le secteur à 16 655 a aussi des dossiers non ruraux (Castelnaudary etc)...M QUINTIN précise que « 1 dossier n'égal pas 1 dossier » ce qui est vrai mais ne résout pas le problème. Le contexte difficile en SIE a été souligné (à Carcassonne comme ailleurs !) : adaptation au nouvel outil ACIS V2, arrivée du PAS, e-contact en SIE, numérisation prochaine des documents professionnels... avec toujours moins d'emplois !

Suite à nos questions, la direction et M. Pages ont dit que la question des charges pourrait s'adapter dès que besoin si elle pose problème (bon à savoir pour les agents...) et que nous aurons un bilan ... dans un an !

Questions diverses :

Médoc Web : le problème technique semble avoir été résolu par la mise en place de serveurs supplémentaires. La DG aurait vu trop petit ...

Web pointage : après contact des trésoreries, la direction affirme qu'il n'y a pas d'anomalie technique, informatique ; pourtant même le CHSCT ministériel s'est emparé de cette question. Finalement la direction admet qu'il y a bien des problèmes à l'ouverture des PC mais que ça ne concerne pas l'applicatif en lui-même...

Emploi : La Direction échange en ce moment avec la Délégation interrégionale sur le nombre de suppressions mais M. QUINTIN ne « s'autorise pas à en parler ». Il avoue à demi mot que notre pronostic mathématique (prorata) serait proche. Ensuite il dit qu'il « fera tourner la moulinette » pour choisir les services ...

Ce compte rendu n'est pas exhaustif, prenez l'attache de vos élus si vous voulez en savoir plus.

Les élus de la CGT Finances Publiques Aude.

Vous trouvez que nous faisons remonter les revendications et dans la transparence ?

Vous trouvez que nos compte-rendus essaient d'être précis ?

Alors votez dès le 29 novembre pour les collègues de la CGT afin que nous ayons encore des « élus » CGT !

Les agents sont les mieux à même de décider de tout !

Si on ne les arrête pas, ... rien ne s'arrêtera !

Mél : cgt.ddfip11@dgfip.finances.gouv.fr